

**Atelier sur l'évaluation des risques de catastrophes et la validation de la feuille de route pour améliorer la disponibilité, l'accès et l'utilisation des informations sur les risques pour l'alerte précoce et le Dialogue de haut niveau sur la gestion des risques transfrontières à Mombassa, au Kenya du 29 janvier au 1<sup>er</sup> février 2020.**



**RAPPORT DE MISSION**

<b>Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)</b>		<b>Rapport de fin de mission</b>
<b>Classification du Programme :</b> GRC/ACC	<b>Enregistrement du Dossier :</b> N° /CEEAC-DIPEM/DEADR – grcacc/R/2019	
<b>Mission conduite par :</b> Semingar NGARYAMNGAYE, Spécialiste de Gestion des Risques de Catastrophes (RRC) et d'Adaptation au Changement Climatique (GRC/ACC).		
<b>Accompagné de :</b> Straton NDIKURYAYO, Conseiller Technique auprès de la CEEAC		
<b>Mission à :</b> Mombasa, Kenya	<b>Financement :</b> UNDRR-Cima International	
<b>Dates de la Mission :</b> 29/01/-01/02/2019	<b>Dates effectives du voyage:</b> 28/01/-04/02/2019	
<b>Objectifs de la Mission :</b>		
L'objectif général de l'atelier est de consolider les connaissances sur les risques résultant des profils de risque et de partager les enseignements tirés de la validation des profils de risque, améliorant ainsi l'utilisation des informations sur les risques générés scientifiquement.		
Plus spécifiquement :		
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Evaluer l'expérience des pays dans l'élaboration et l'approbation de profils probabilistes de risques de catastrophe, le partage des enseignements tirés et la définition d'une voie à suivre pour l'utilisation des profils de risque;</li> <li>2. Examiner les recommandations de politique de RRC proposées par l'Angola, la Tanzanie, la Zambie;</li> <li>3. Elaborer sur les défis et la valeur de l'utilisation des données scientifiques pour éclairer les politiques et la planification;</li> <li>4. Valider les feuilles de route nationales consolidées pour l'amélioration des informations sur les risques et leur échange pour des systèmes d'alerte précoce basés sur l'impact.</li> </ol>		
<b>Sommaire :</b>		
I. Contexte		
II. Objectifs spécifiques		

## I. CONTEXTE

En 2018 et 2019, dans le cadre du programme «**Renforcer la résilience aux catastrophes aux régions, pays et communautés d'Afrique subsaharienne**» financé par l'Union européenne, les autorités nationales de gestion des catastrophes de 16 pays africains, l'UNDRR et la Fondation de recherche CIMA des profils de risque de catastrophe pour les inondations et les sécheresses ont été développés.

Les profils de risque fournissent une vue complète des aléas, risques et incertitudes liés aux inondations et aux sécheresses dans un contexte climatique et socioéconomique en évolution, projetés au cours des 50 prochaines années. Les profils de risque - élaborés pour le climat actuel et pour les changements climatiques futurs - comprennent une estimation des impacts probables des catastrophes, y compris les pertes économiques, à savoir : logement, santé et éducation, agriculture, actifs productifs, infrastructures critiques, services et transports.

Dans trois pays, des experts d'institutions nationales ont rejoint l'équipe d'évaluation et coordonné la sélection et l'intégration des données locales et globales dans l'analyse, améliorant ainsi la validité des résultats et leur pertinence pour la formulation de politiques publiques. Les profils de risque sont disponibles sur [www.riskprofilesundrr.org](http://www.riskprofilesundrr.org). L'engagement avec les contreparties nationales dans l'élaboration du profil de risque a mis en évidence la nécessité pour les praticiens de la RRC de relever les défis de l'utilisation des données scientifiques pour le développement de politiques et d'une meilleure gestion des risques de catastrophe, le risque d'inondation et de sécheresse.

Une note d'orientation sur les applications pratiques de l'évaluation des risques a été élaborée et examinée avec des représentants des contreparties nationales. L'utilisation des profils de risque dans différents domaines de la RRC revêtait une importance particulière, notamment pour l'élaboration de stratégies inclusives, l'adaptation au changement climatique, la planification du développement durable et pour appuyer la mise en place de systèmes d'alerte.

Dans trois pays - Zambie, Tanzanie, Angola - une application du profil de risque dans le domaine de la préparation et de l'alerte a été proposée pour un projet pilote, conduisant à l'élaboration de feuilles de route nationales pour l'amélioration de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des informations sur les risques de catastrophe. Parallèlement à une feuille de route produite en collaboration avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et certaines communautés économiques régionales (CER), une initiative a été lancée pour renforcer la capacité d'échange de données et de coordination entre les acteurs nationaux, régionaux et continentaux.

La délégation de la CEEAC était composée de M. Semingar NGARYAMNGAYE qui était le chef de la délégation, accompagné de M. Straton, Conseiller Technique à la CEEAC.

## II. OJECTIFS SPECIFIQUES DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU

Les objectifs spécifiques du dialogue de haut niveau sur la gestion des risques transfrontières sont les suivants:

- Évaluer et approuver la feuille de route pour améliorer le mécanisme de coordination continental et au niveau national en ce qui concerne les systèmes d'alerte et la gestion des risques transfrontaliers ;
- Présenter les informations recueillies et analysées via une plateforme open source et discuter des étapes futures pour améliorer ce mécanisme de coordination;
- Évaluer les progrès réalisés par la CUA et les CER dans la réduction des risques de catastrophe.



M. Semingar NGARYAMNGAYE, Expert GRC, plaidoyer du Représentant de la CEEAC au dialogue de Haut Niveau



Présentation de Cristina Carezza, Directrice des Urgences, et assistance Humanitaire du Ministère des Affaires Etrangères, et de la Coopération Internationale du Gouvernement Italien.

### III. DEROULEMENT DE LA MISSION

L'atelier prévoit deux jours de sessions techniques et un dialogue de haut niveau d'une journée. Les participants aux sessions techniques de deux jours assisteront également au dialogue de haut niveau. Le dialogue de haut niveau est dédié aux représentants de haut niveau des institutions nationales, régionales et continentales. Les ministres ou les secrétaires permanents sont invités à représenter les pays membres institutions suivantes:

- Angola, Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Namibie, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, UR Tanzanie et Zambie: 1 représentant de haut niveau ;
- IGAD, SADC, CEDEAO, CEEAC et EAC: 1 représentant de haut niveau ;
- AUC et ACMAD: 1 représentant de haut niveau.

Les participants aux séances techniques du jour 1 et 2 assisteront aux dialogues de haut niveau en tant qu'audience.



M. Kai GATKUOTH, Directeur de la GRC de l'UA Présentant le Projet UNDRR-CIMA au dialogue de Haut Niveau



Mme TOGO Hortense, prononçant un mot de remerciement au nom des Etats et des participants.

#### IV. RESULTATS DE LA MISSION

Les principales activités du **Projet UNDRR-CIMA - Phase II** en 2019, liées à la connaissance des risques du projet, comprenaient les activités suivantes :

**ACTIVITÉ 1:** Intégration des données et connaissances locales pour améliorer les profils de risque probabilistes des inondations et des sécheresses et les intégrer dans les politiques nationales de développement dans tous les secteurs.

**ACTIVITÉ 2:** Feuille de route pour l'amélioration de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des informations sur les risques de catastrophe dans la construction de sociétés résilientes. Une approche participative a impliqué la CUA, les CER et les pays sélectionnés. L'accent a été mis sur les systèmes d'alerte précoce aux niveaux continental, régional et national.

Et comprenaient les résultats suivants :

- **Résultat 1:** amélioration des profils de risque probabilistes au niveau des pays. Les ateliers de travail menés dans 16 pays en 2018 ont souligné la nécessité de consolider et d'adapter les profils de risque probabilistes au niveau des pays.

- **Résultat 2:** Des lignes directrices sur l'utilisation des profils de risque probabilistes dans la prise de décision pour la RRC, l'ACC et le développement durable ont été produites. La promotion d'une approche fondée sur les risques par l'intégration de l'information sur les risques de catastrophe dans les politiques nationales de développement a un grand potentiel pour réduire l'impact des catastrophes.

- **Résultat 3: Analyse de la situation et feuille de route:**

Un premier examen de l'utilisation des informations sur les risques de catastrophe tout au long du cycle de gestion des risques de catastrophe a été entrepris pour chaque pays par la Fondation de recherche CIMA. Une attention particulière a été accordée à la préparation et à l'alerte précoce basée sur l'impact. L'examen s'est concentré à la fois sur la disponibilité d'outils et de données pour soutenir la prévention et la préparation, sur la configuration juridique et institutionnelle et les protocoles d'opération normalisées. Les feuilles de route nationales couvrent les échelles locale, nationale, régionale et continentale.

- **Résultat 4: Démonstration pilote basée sur la plateforme My Dewetra**

Une plate-forme open source basée sur le Web a été proposée à l'appui de la feuille de route susmentionnée pour la collecte et l'analyse des données relatives aux risques de catastrophe et pour la redistribution des informations pertinentes pour la prévention et la préparation (y compris les systèmes d'alerte).

#### IV. RECOMMANDATIONS

L'UNDRR recommande fortement à la CEEAC d'envoyer une correspondance à leur chef de bureau de Gestion des Risques de Catastrophes et CIMA international mentionnant l'intérêt de l'Institution aux activités qui intéresseront les Etats membres de la CEEAC. Ces activités sont les suivantes :

- Intégrer des données et connaissances locales pour améliorer les profils de risque probabilistes des inondations et des sécheresses et les intégrer dans les politiques nationales de développement dans tous les secteurs ;

- Améliorer la disponibilité, l'accès et de l'utilisation des informations sur les risques de catastrophes dans la construction de sociétés résilientes. Une approche participative a impliqué la CUA, les CER et les pays sélectionnés. L'accent a été mis sur les systèmes d'alerte précoce aux niveaux continental, régional et national.
- Évaluer et améliorer le mécanisme de coordination continental et national en ce qui concerne les systèmes d'alerte et la gestion des risques transfrontaliers ;
- Présenter les informations recueillies et analysées via une plateforme open source et discuter des étapes futures pour améliorer ce mécanisme de coordination;
- Mettre en place des "portails géographiques" (application Full Web Carto) permettant selon des droits d'accès de visualiser, de consulter et/ou d'éditer des informations géographiques de toute nature (état d'un équipement, niveau de risque ou de vulnérabilité, nombre d'étage d'un immeuble,...). Le SIG devient alors un véritable outil d'aide à la décision ;
- Mettre en place et équiper des structures SIG soit au sein des services techniques municipaux soit au sein du Ministère chargé de la planification (formation du personnel / Équipement matériel et logiciel / Équipement bureaux) ;
- Renforcer les compétences et structures en Systèmes d'Informations Géographique (SIG) dans les villes pour gérer les impacts des catastrophes en milieu urbain.

## V. CONCLUSION

Le plaidoyer de la CEEAC aux dialogues de haut niveau s'adresse à l'endroit des partenaires techniques et financiers (BM, UE, UA, UNDRR, CIMA, OMM et au Gouvernement Italien). Il est axé sur la demande des ressources financières pour assurer la pérennité du projet de Gestion des Risques de Catastrophes et Adaptation au Changement Climatique d'une part, et d'autre part, le souhait des Etats membres de la CEEAC de bénéficier des principales activités du **Projet UNDRR-CIMA - Phase II**, liées à la connaissance des risques (Priorité 1 de Cadre de Sendai).

## VI. ANNEXES : Dossier Souche

## VII. DISTRIBUTION

- SG/CEEAC (ATCR)
- SGA/DIPEM (ATCR)
- SGA/PBARH (ATCR)
- BAD
- Communication (ATI)
- Archives (ATI)
- Webmaster : [www.ceeac-eccas.org](http://www.ceeac-eccas.org), (ATI)